17me Année. — N° 3288 1re EDITION (paraissant le soir) Dimanche 1er Juin 1873

BUREAUX : RUE NAIN.

ABONNEMENTS :
ROUBAIX-TOURCOING : Trois mois » 12 fr ; Six mois, 23 fr. ; Un an, 44 f.
LE NORD DE LA FRANCE : Trois mois, 14 fr. Six mois, 27 fr. ; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES ; 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes »
— On traite à forfait. —

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT : A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, libraire rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas, Laffite-Bullier, & Cie, place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains : *Roubaix à Lille*, 5 17, 7 02, 8 12, 9 48, 11 37, m., 12 26, 1 56, 3 42, 5 11, 6 15, 7 38, 9 26, 11 11, s. — *Roubaix à Tourcoing-Mouscron*, 5 38, 7 08, 8 43, 10 13, 11 23, m., 1 15, 2 46, 5 03, 6 03, 8 18, 10 23, 11 31. *Lille à Roubaix*, 5 20, 6 50, 8 25 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 45, 5 45, 7 55, 10 05, 11 15 *Tourcoing à Roubaix et Lille*, 5 10, 6 53, 8 03, 9 41, 11 28 12 17, 1 47, 3 33, 5 02, 6 06, 7 28, 9 24, 11 02 *Mouscron à Lille*, 6 42, 7 53, 9 31, 11 18, 12 05, 3 21, 4 50, 5 57, 7 10, 9 10

BOURSE DE PARIS

DU 30 MAI	
3 0/0	56 90
4 1/2	79 »»
Emprunt 1871	89 55
Emprunt 1872	90 75
DU 31 MAI	
3 0/0	56 85
4 1/2	80 75
Emprunt 1871	89 80
Emprunt 1872	91 10

Demain, fête de la PENTECOTE, le JOURNAL DE ROUBAIX ne paraîtra pas.

ROUBAIX, 31 MAI 1873

Malgré les modifications politiques récentes, il est certain que le projet de loi sur les pouvoirs publics déposé par MM. Thiers et Dufaure restera l'une des bases principales de la prochaine discussion constitutionnelle; il nous paraît donc opportun de continuer l'étude que nous avons entreprise à ce sujet.

Après avoir déclaré que le gouvernement de M. Thiers s'attribuait la mission d'organiser une république définitive, l'exposé des motifs cherche à justifier une pareille pensée, contraire à toutes les promesses, et, pour cela, il affirme que tous les dangers actuels viennent du provisoire. Quelques citations montreront combien sont imprudents, combien sont étranges les arguments employés pour appuyer cette affirmation.

L'exposé dit :

« Il semble que *toute révolution* soit » permise contre un ordre de choses » déclaré officiellement provisoire. »

Il dit aussi : « Quand on insiste pour » obliger le gouvernement à se déclarer » provisoire, on ne s'aperçoit pas que » l'on affaiblit l'autorité à laquelle on » prescrit en même temps d'être forte. » On obscurcit le langage même des lois » impuissantes à protéger un pouvoir » qu'elles n'osent pas nommer. On rend » indécise et flottante la notion du devoir » chez les fonctionnaires de tout ordre. »

Il dit encore : « L'ordre, bien qu'énergiquement maintenu a pu paraître menacé au milieu de la tranquillité générale. » Loin d'en être surpris, il faut s'étonner au contraire qu'une nation si vive, » si prompte, ait pu supporter avec » calme une expérience sans exemple » dans l'histoire. »

Et ainsi, voilà tout au moins atténué l'odieux des agissements révolutionnaires; voilà excusés, ces magistrats qui se sont rendus coupables de mollesse ou de connivence radicale, ces administrateurs dont l'opinion conservatrice réclame depuis si longtemps l'expulsion.

Voilà tout naturellement expliqué enfin et presque justifié même l'état d'agitation dans lequel se trouve le Midi de la France.

Il est vraiment lamentable d'entendre des hommes qui se prétendent conservateurs tenir un pareil langage et méconnaître ainsi les notions les plus élémentaires de la justice et de l'honnêteté.

Mais, c'est précisément parce que les institutions actuelles sont provisoires et laissent par conséquent subsister les espérances légales de tous les partis honnêtes qu'elles rendent inexcusable toute tentative de révolution, c'est-à-dire toute violation des lois.

C'est précisément parce que ces lois ne doivent être obscurcies aujourd'hui par aucune interprétation politique, et qu'elles conservent ainsi dans toute son intégrité leur caractère administratif ou social, que le devoir des fonctionnaires est plus net, plus précis, plus facile que jamais.

C'est précisément enfin parce que le calme du pays était la base indispensable de notre libération nationale, que les efforts des hommes qui ont essayé de l'agiter sont des efforts odieux qui ont pour source unique ces passions antipatriotiques et anti-sociales contre lesquelles on lutte, mais avec lesquelles on ne compte pas.

Non, les succès du radicalisme ne viennent pas de ce que nous sommes restés deux ans dans le provisoire ; ils viennent de ce que M. Thiers a faussé les conditions intérieures de ce provisoire ; de ce qu'il a perpétuellement violé le Pacte de Bordeaux ; de ce qu'il a, en un mot, poursuivi deux buts parallèles, absolument contradictoires en France : la réorganisation du pays et l'acclimatation de la République. De la sorte, en effet, il a élevé parfois des barrières matérielles devant le mal, mais par toutes sortes de concessions, de finesses et de compromis, il a détruit dans une proportion bien plus considérable la notion du vrai dans tous les esprits, et ce peuple, auquel il lançait sans cesse l'idée de la République, lui a répondu par des injonctions radicales. Alors, se sentant débordé de toutes parts, et ne voulant pas reconnaître qu'il s'était trompé, le pouvoir aux abois, n'a plus trouvé d'autre ressource que celle d'obéir ; mais cette obéissance a excité les protestations de l'Assemblée nationale et elle a remplacé M. Thiers par le maréchal Mac-Mahon.

L'impuissance et la déception, tels sont le plus souvent les derniers termes d'une habileté purement humaine.

Nous lisons dans le *Français* :

La gauche est toujours en plein désarroi. Elle ne s'est pas relevée du coup qui l'a frappée samedi. Elle cherche son point d'attaque, mais ne le trouve pas. Il avait été question d'un manifeste, on y a renoncé. On avait parlé d'une interpellation, elle a été jugée impossible.

Les premiers actes du maréchal de Mac-Mahon, son Message ont été accueillis avec tant de faveur par l'opinion, que la gauche est obligée de garder le silence. Elle sait que toute attaque ne ferait que montrer au public à quel point la minorité de samedi est encore diminuée, et de quelle majorité compacte dispose aujourd'hui le nouveau gouvernement.

Aussi la Gauche est réduite à attendre dans un silence piteux et embarrassé; et, qu'on ne l'oublie ni dans la majorité ni dans le gouvernement, ce qu'elle attend ce sont nos fautes, et, entre toutes, le moindre symptôme de division qui pourrait compromettre l'union du 24 mai.

Les radicaux, en attendant, font volte-face et essaient d'enguirlander le maréchal de Mac-Mahon. Ils y perdront leur temps et leur peine.

La *Gazette de la Croix*, parlant du changement de gouvernement qui vient de s'accomplir en France, dit :

« Le gouvernement de M. Thiers a certainement rendu de grands services à la France ; mais il a commis la faute immense d'incliner constamment vers la gauche, et de se laisser entraîner de ce côté. Le changement de président a enfin arrêté ce mouvement.

» L'esquif qui porte la France et sa fortune s'éloigne des rivages de la Commune et vogue de nouveau vers la côte de la Monarchie, où il doit trouver le salut, à moins qu'il ne s'ensable ou qu'il n'échoue en chemin. »

Un des plus considérables journaux américains, le *Hérald*, croit au maintien de la République.

Il fait remarquer « qu'il n'y a pas eu de révolution, » et il déclare que « l'élection du maréchal Mac-Mahon assure l'observation de la loi et de l'ordre public, qui doivent conduire à l'établissement définitif de la République. »

Quant à la presse anglaise, elle a été entièrement trompée sur l'issue de la crise par le service officieux de correspondance et de télégraphie à l'hôtel de M. Thiers.

CHRONIQUE

.·. Un député M. Parigot, qui a voté l'ordre du jour pur et simple, mais qui a crue la démission de M. Thiers étant acceptée par la Chambre, devoir donner sa voix au maréchal de Mac-Mahon, a reçu d'un démocrate de Troyes, la carte postale que voici :

Timbre de la poste de Troyes, 23 mai. — Timbre de la poste de Versailles, 24 mai. — M. Parigot, quand vous vous êtes présenté pour la députation, vous avez fait une profession de foi tout à fait républicaine. Aujourd'hui, vous votez avec la droite pour nous ramener un roi. Vous êtes un fou ou une canaille, car, comme Judas, vous trahissez vos concitoyens et vous reniez votre mandat. Donnez votre démission immédiate, ou je vous casserai les reins à votre prochain voyage à Troyes.

» Signature peu lisible, suivie de ces mots : Membre du cercle populaire. »

.·. La *Presse* attribue à un éminent diplomate étranger le mot suivant digne d'être cité :

« Le provisoire, qui perdait la France avec M. Thiers, la sauvera avec le maréchal de Mac-Mahon. »

Cela est si vrai que désormais personne ne songe, quant à présent, à créer un régime définitif.

.·. La *Presse* rappelle fort à propos un mot de M. Ducros, le nouveau préfet de Lyon, précédemment à Saint-Etienne ;

« Quand M. Ducros vint à Saint-Etienne pour y remplacer M. de l'Espée, lâchement assassiné par les communards stéphanois, on espéra l'intimider. Un jour le maire vint se plaindre du déploiement des forces militaires, qui gênait la liberté des délibérations du conseil municipal :

» M. Ducros se borna à lui répondre.

« Monsieur le maire, vous ne me connaissez pas. Regardez-moi bien en face. Est-ce que vous trouvez que je suis une tête d'ôtage ? »

» Le maire se tint pour satisfait. »

Puisque nous parlons de M. Ducros, nous ferons remarquer que le *Journal des Débats*, dans son bulletin, l'envoie de Nevers à Lyon. Il paraît que pour la feuille des pédants le département de la Loire a Nevers pour chef-lieu. Jadis un petit journal donnait un prix de géographie à M. Jules Janin, qui expédiait une actrice à Saint-Pétersbourg par la mer Noire ; le bulletinier des *Débats* mérite de partager ce prix avec le « prince de critiques. »

.·. Voici un mot de M. Ernoul, le nouveau ministre de la justice, qui est en train de faire le tour de la presse :

Lundi dernier, M. Tolain l'aborda et lui dit de l'air fin qui caractérise tout bon radical :

— Si vous me faites déporter, choisissez-moi du moins un climat tempéré.

— Vous m'avez déjà suffisamment observé, lui répondit le ministre, pour savoir que j'ai la figure d'un otage et non celle d'un proscripteur.

Le citoyen Tolain s'en alla tout penaud, sans chercher à continuer cet aimable entretien.

.·. Il y a en ce moment à l'Imprimerie nationale un ouvrier comme on n'en voit guère : c'est le prince Maçao, daïmios de première classe, un des plus hauts personnages du japon.

Chargé par son souverain d'étudier notre système typographique, le prince n'a rien trouvé de mieux que d'endosser la blouse blanche du *typo* et de mettre la main à la casse.

.·. Encore une anecdote sur M. Lebrun, qui vient de mourir.

M. Lebrun n'aimait pas la politique, et il s'était bien promis de ne jamais faire de poésie officielle.

Néanmoins, une fois, il se laissa aller à composer une cantate en l'honneur du roi Louis-Philippe.

Il s'y mit le matin. Le soir, il avait fait une centaine de vers à peu près, sans s'occuper le moins du monde des bruits extérieurs.

Tout à coup, sa vieille bonne envahit sa chambre comme une trombe :

— Monsieur, monsieur, cria-t-elle haletante... V'là la révolution qu'arrive ! sauvez-vous.

— Comment, la révolution ? interroge le poëte stupéfait, en déposant sa plume.

— Oui, monsieur, le roi est renversé !

— Mon Dieu ! gémit M. Lebrun... Et ma cantate !

Depuis, sollicité plusieurs fois de faire des vœux pour l'empereur :

— Merci, répondit-il invariablement. Ça lui porterait malheur.

.·. Le *Figaro* a trouvé une perle, plus allemande que fine, dans la *Gazette de Cologne*, du 27 :

C'est le mot de la fin d'un article sur Mac-Mahon :

« Thiers avait confiance dans le maréchal, mais Mme Thiers l'avait pris en grippe à cause de *sa duplicité* et l'appelait *canaille*. »

.·. Nous avons annoncé la mort du grand écrivain italien Manzoni, l'auteur des *Fiancés*. Mazoni, par son imagination vive, franche, spirituelle, avait un génie véritablement français. Né en 1784, à Milan, et petit-fils du célèbre criminaliste Beccaria, il fit ses premières études à Milan, puis à Pavie, et se passionna pour Alfiéri et Fscolo, dont il fit ses modèles. Il vint à Paris en 1805, à l'âge de dix-neuf ans, et fréquenta la société de Garat, de Tracy et de Fauriel.

Sous les auspices de cette compagnie lettrée, le poëte débuta, l'année suivante, par une pièce qui fut comme sa promesse d'avenir poétique : *In Morte di Carlo Imbonati*. De retour à Milan, Manzoni épousa, en 1808, Louise Blondel, fille d'un banquier génevois.

Manzoni se sentait, en dépit d'une éducation voltairienne, entraîné par les besoins d'une âme ardente vers le catholicisme, auquel sa femme s'était convertie ; il en embrassa avec amour tous les principes, et une belle œuvre poétique signala ce changement d'idées, ce sont les *Inni sacri*, recueil d'hymnes sur la Nativité, la Passion, la Résurrection, la Pentecôte et l'Assomption, où, abandonnant les formes païennes, il crée une poésie lyrique nouvelle pleine d'élévation et de ferveur.

Mais la gloire de Manzoni est surtout attachée à son roman les *Fiancés*. On a traduit dans toutes les langues cette touchante histoire où l'auteur, à propos d'un amour de village, trace un tableau complet de la société italienne au XVIIe siècle.

Après le succès des *Fiancés*, Manzoni renonça pour toujours à la littérature profane. Passionné pour la vie de famille et pénétré de plus en plus des sentiments chrétiens, il vivait depuis plus de vingt-cinq ans dans une retraite absolue, à l'écart des agitations politiques. Atteint par de cruels malheurs de famille, il vit mourir ses cinq enfants autour de lui et demeura isolé.

Une dépêche de Milan qu'on a lue hier dans nos colonnes nous a prouvé que la capitale de la Lombardie avait fait au grand poëte des funérailles dignes de lui.

.·. M. Yriarte envoie à la *Vie parisienne* des notes curieuses sur l'Exposition de Vienne, et notamment sur le prix qu'ont atteint les dépenses courantes :

« Chez nous, si l'unité de dépense est le franc, ici elle est le florin, soit deux francs cinquante. Il faut constater que la cherté est inouïe, et il n'y a de place ici que pour le petit monde et le très-grand.

» Le petit monde se loge où il veut, même dans les faubourgs, et, à la rigueur, il peut avoir une chambre à cinq francs par jour dans quelque quartier ignoré; il a des tramways, des omnibus à chaque minute; il s'assied à quelque brasserie, où il consomme le produit classique du pays et peut se tirer d'affaire avec quinze francs par jour pour les choses indispensables.

» Le grand monde, celui qui ne compte pas, se laisse écorcher sans jeter un cri. Deux cents francs la loge à l'Opéra, cent francs la voiture pour la journée; le dîner dix florins sans le vin, la chambre banale pour une personne, au deuxième, dix florins, sans les accessoirs invraisemblables du service.

Enfin, la proportion très-exacte entre la cherté de Paris et celle de Vienne est celle-ci : du franc au florin. Entre les deux, il n'y a pas de place pour celui qui, d'ordinaire, vit partout très élégamment pour deux louis.

« Celui que les Anglais appellent le Docteur, leur fameux Russell, le correspondant du *Times* en Crimée, vient de jeter son cri d'indignation dans ses lettres à son journal. Il dit qu'il est au quatrième, dans un coin, mais que s'il y avait un vingtième étage, il monterait encore pour arriver à ne payer que ce qu'il doit raisonnablement dépenser.

» On se préoccupe un peu de cela à Vienne, et la réaction va se faire sentir. Je suis sûr que nous allons voir bien des écriteaux. Ceux qui s'étaient juré de faire fortune en cinq mois vont peut-être se décider à faire simplement une bonne affaire en louant raisonnablement au taux de trois fois au-dessous du cours.

Le général Du Barrail, ministre de la guerre.

M. le général du Barrail, dont nous avons annoncé hier la nomination comme ministre de la guerre avant qu'elle ait paru au *Journal officiel*, est un des plus jeunes généraux de division de l'armée. Il appartient à l'arme de la cavalerie, et il a obtenu tous ses grades en campagne, à la suite de blessures ou d'actions d'éclat. Il est grand officier de la Légion d'honneur.

En 1840, il venait d'être nommé sous-lieutenant de spahis, lorsque le général Yusuf, chargé de réorganiser la cavalerie indigène, l'appela auprès de lui comme officier d'ordonnance. Il fit dans cette position les rudes expéditions que le maréchal Bugeaud dirigea contre Abd-El-Kader, et arriva ainsi au grade d'officier supérieur.

Désigné alors pour commander le cercle de Laghouat, il administra sagement ce poste avancé, et, par une politique habile, il rallia à notre cause les chefs influents de ces contrées lointaines, restés depuis cette époque nos alliés fidèles.

Cette mission accomplie, il reprit un commandement actif, assista à nos guerres de Crimée, d'Italie, du Mexique, et arriva promptement au grade de général de division, qui lui fut conféré le 23 mars 1870.

Après nos désastres, le général du Barail fut désigné pour commander le 3e corps de l'armée du maréchal de Mac-Mahon, auquel allait incomber le douloureux devoir de délivrer Paris des bandes d'assassins et d'incendiaires qui y ont laissé de si navrants souvenirs.

Désigné récemment pour aller représenter la France au couronnement du roi de Suède, c'est au retour de cette mission d'honneur qu'il apprit son élévation au ministère de la guerre, où il est appelé, nous en avons le ferme espoir, à rendre de grands et utiles services, en secondant puissamment l'illustre marécal de Mac-Mahon dans l'œuvre si difficile de la réorganisation de l'armée.

LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière du *Journal de Roubaix*.)

Paris, 30 mai.

Peu de nouvelles politiques en ce moment. Jamais la situation n'a été plus calme, c'est déjà le premier résultat salutaire du remplacement de M. Thiers. Le gouvernement s'occupe en même temps, et de réformer tout le personnel administratif, de le purger des hommes du 4 septembre, et de préparer l'ensemble des mesures destinées à rétablir l'ordre et la stabilité dans notre société si cruellement éprouvée et par l'invasion étrangère et par l'invasion radicale.

Les radicaux font partout les morts, se réservent et s'organisent en vue des élections générales, dans l'espoir d'une revanche. Il faut que les conservateurs ne se laissent pas prendre au dépourvu et s'organisent aussi activement.

Les républicains, qui nous prêchent toujours le respect de l'égalité, sont les premiers à la violer à leur profit. Je vous citais, hier, l'exemple de la nomination du secrétaire de M. Léon Say à une recette générale, contrairement à toutes les règles administratives.

Des percepteurs de troisième et de quatrième classe ont été nommés à des recettes particulières des finances contre toute hiérarchie ; il en a été de même du maire républicain d'un village. L'avancement est de droit divin pour les citoyens républicains.

Un des signes de confiance que fait renaître la retraite de M. Thiers, c'est l'abandon des projets d'émigration suscités par la politique de l'ex-président. Beaucoup de familles défont des paquets qui étaient tout prêts. Encore un autre signe : Les réserves d'or diminuent sensiblement et il rentre dans la circulation ; la prime est descendue à 6 fr.

L'explosion de hausse produite par la retraite de M. Thiers a pris au dépourvu un grand nombre de spéculateurs qui jouaient à la baisse, ce qui produit d'inévitables désastres à la Bourse.

On a exécuté aujourd'hui, pour deux millions, un coulissier bien connu. La hausse n'en a pas moins continué.

Les libres-penseurs demandent des miracles, et il en est un qui ne cesse de se produire au sein de l'église catholique, c'est le secret de la confession. Au milieu de toutes nos révolutions, nous voyons malheureusement quelquefois des prêtres trahir leurs devoirs, mais il n'y a jamais eu d'exemples qu'un seul ait trahi le secret de la confession. Voici à ce sujet ce qui s'est passé récemment à Paris :

« Un ecclésiastique de garde dans une des églises est appelé, pendant une des dernières nuits, à venir administrer un mourant. On le fait monter dans une voiture où se trouvent deux individus masqués qui lui bandent les yeux. Il est conduit dans un quartier éloigné. Les deux individus masqués font entrer le prêtre dans une maison, lui font monter deux étages, traverser plusieurs pièces et l'introduisent auprès d'un mourant dont il entend la confession. Le respectable ecclésiastique est ensuite conduit dans une cave où les deux individus lui déclarent, en lui mettant un révolver sur la poitrine, qu'il va immédiatement faire connaître la confession de ce mourant, sinon il sera exécuté. »

» Il répond qu'il demande seulement deux minutes pour se recommander à Dieu et refusa absolûment de trahir le secret de la confession, tout prêt à recevoir la mort. Alors les deux individus masqués disent au vénérable ecclésiastique qu'ils avaient voulu être assurés que rien ne serait révélé des aveux faits par le mourant, qu'ils avaient maintenant cette certitude, et ils ont reconduit le prêtre à son église. Tenez ce récit pour très-certain. »

Les carlistes sont tellement maîtres des provinces Basco-Navarraises que les soldats et les volontaires de la république n'osent pas s'aventurer à 500 mètres des capitales et des villes fortifiées.

Le mouvement sur l'Ebre d'Elio, Dorregaray, etc., avec les Navarrais, s'accentue de plus en plus.

Nouvilas est découragé et n'ose pas les attaquer ; il est mécontent à la fois des ministres de Madrid et de l'indiscipline de ses troupes.

Santa-Cruz a empêché une colonne républicaine de passer à gué la Bidassoa et l'a refoulée d'abord sur Irun puis sur San-Sébastian.

Les chefs carlistes, marquis de Valdespina et de las Hormazas, blessés, l'un à Eraul, l'autre à Monréal, ont repris leurs commandements.

En Catalogne, Velarde est aussi impuissant à livrer les fameux *Somtaines* qu'il a été à faire murer les grandes maisons d'exploitation agricole, si nombreuses dans cet ancien royaume.

Une circulaire de Savalls engage les propriétaires de ces maisons et des villages à le prévenir de l'arrivée des républicains, afin de leur porter un secours immédiat et énergique.

A Madrid on est scandalisé des discours prononcés par le fameux internationaliste, M. Brandlang, sur l'organisation inévitable des Etats-Unis d'Europe et du séjour insultant pour le gouvernement français de M. Félix Pyat chez M. Figuras, président de la République espagnole.

Tout porte à croire que le traité pour la neutralisation de la voie ferrée entre Miranda et Irun, dont la signature a été autorisée par Don Carlos, sera mise en vigueur incessamment.

P. S. — On disait aujourd'hui à la Chambre que le centregauche cherchait à s'approcher les deux tronçons Christophle et Casimir Périer pour offrir la présidence de cette réunion à M. Thiers.

Le général Ladmirault prend le commandement du maréchal de Mac-Mahon et reste gouverneur de Paris.

M. le duc Decaze est désigné, dit-on, pour remplacer M. Ernoul comme rap-